



Conseil économique et social

Distr. limitée
7 février 2012
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquantième session

1^{er}-10 février 2012

Point 2 de l'ordre du jour

Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation

Projet de résolution déposé par la Vice-Présidente de la Commission, M^{me} Susanne Fries-Gaier (Allemagne), à l'issue de consultations

La Commission du développement social recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de résolution ci-après :

Organisation future et méthodes de travail de la Commission du développement social

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions 2005/11 du 21 juillet 2005, 2006/18 du 26 juillet 2006 et 2008/19 du 24 juillet 2008 relatives à l'organisation future et aux méthodes de travail de la Commission du développement social,

Rappelant également sa résolution 2010/10 du 22 juillet 2010, dans laquelle il a estimé qu'il serait utile de définir le thème de la session d'examen et la session directive de 2013-2014 lors de la cinquantième session de la Commission,

1. *Réaffirme* que la pratique actuelle consistant à débattre d'une question centrale pendant deux ans a permis à la Commission du développement social d'étudier les questions de manière plus approfondie en examinant également les questions intersectorielles connexes et les questions nouvelles entrant dans le cadre du thème examiné;

2. *Décide* de conserver un cycle de deux ans comprenant une session d'examen et une session directive;

3. *Réaffirme* que les membres de la Commission siégeant à son bureau devraient continuer d'être élus pour un mandat de deux ans coïncidant avec la session d'examen et la session directive;



4. *Décide* que la session d'examen et la session directive de 2013-2014 devraient avoir pour thème prioritaire « Promouvoir l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous »;

5. *Souligne* qu'il importe de définir des thèmes subsidiaires appropriés dans le cadre du thème prioritaire pour cibler les interventions et les débats, et de tenir également compte, lors des sessions suivantes de la Commission du développement social, des questions intersectorielles;

6. *Décide* que la Commission devrait avoir recours, selon que de besoin, au point de son ordre du jour portant sur les questions nouvelles pour examiner les questions pertinentes inscrites à l'ordre du jour du Conseil économique et social, y compris le thème de l'examen ministériel annuel;

7. *Invite* toutes les parties prenantes concernées à continuer de participer aux travaux de la Commission à un niveau suffisamment élevé;

8. *Décide* que la Commission devrait poursuivre l'examen de ses méthodes de travail et prie le Secrétaire général de présenter à la Commission du développement social, à sa cinquante et unième session, un rapport sur les moyens de renforcer ses travaux, en tenant compte des vues exprimées par les États Membres.
